

## Les demeures de la « légitimité »

Frédéric Lordon

7 février 2023

Pour information, ces précédents écrits de blogue sont :

— Le moment (17 janvier 2023)

— Une bonne fois (15 octobre 2022)

— There is no alternative (7 juillet 2022)

— Fraude électorale (19 avril 2022)

— Leur société et la nôtre (1<sup>er</sup> avril 2022)

— Maintenant il va falloir le dire (30 novembre 2021)

— Pleurnicher le Vivant (29 septembre 2021)

— France Inter comme les autres (6 septembre 2021)

— Fury room (22 mai 2021)

— Critique de la raison gorafique (7 avril 2021)

— Paniques anti-complootistes (25 novembre 2020)

— Cap au pire (10 novembre 2020)

— Garantie économique et production culturelle (18 août 2020)

— Pour un communisme luxueux (11 août 2020)

— Transition dans la transition (5 août 2020)

— Fermer la finance (4 juillet 2020)

— Clusters (5 juin 2020)

— Police, États-Unis, France (2 juin 2020)

— Ouvertures (29 mai 2020)

— Problèmes de la transition (16 mai 2020)

— “En sortir” — mais de quoi et par où ? (10 mai 2020)

— Ils ne lâcheront rien (5 mai 2020)

— Quatre hypothèses sur la situation économique (28 avril 2020)

Adaptation pour la lecture sur papier, qui n'est pas officielle,

avec des ajouts via « NdB » pour « Note de l'Éditeur ».

Fait avec  $\text{\LaTeX} 2_{\epsilon}$  pour un bon rendu pour l'impression.

Mis en brochure avec pdfbook de pdfjam.

<https://blog.mondediplo.net/les-demeures-de-la-legitimite>

Frédéric Lordon

7 février 2023

# Les demeures de la « légitimité »

Ce texte, développement d'une intervention faite à l'occasion d'un meeting de Révolution Permanente<sup>1</sup>, revient en longueur sur une question sans doute décisive dans la période, la question de la légitimité, ou plutôt des légitimités : celle de l'élection, celle du mouvement social.

Ça se passe sur France 5, chaîne de l'exigence du service public, à *fortiori* en fin de soirée, dans une émission de débats distinguée et policée<sup>2</sup>. On parle du mouvement social. Nicolas Framont<sup>3</sup> tente d'expliquer que le vote n'est pas la source unique de toute légitimité politique. Évidemment c'est peine perdue. Enfin pas complètement : il y a au moins du spectacle. Car c'est une fête de l'esprit. À part le vote, « *il n'y a pas d'autre possibilité* », et d'ailleurs « *c'est comme ça* » : d'un coup d'un seul, Laure Adler a lâché tout ce qu'elle avait. Et ça a donné ça.

Cependant Framont persiste. Le vote n'est *qu'une* des voies de dévolution de la légitimité, il y en a *d'autres*, et la contestation sur les retraites peut, elle aussi, *en revendiquer une*. Un plan de coupe assassin nous montre Laure Adler superposant sentiment de l'évidence offensée et grommèlement d'incompréhension. En fait c'est trop pour elle, sa pensée commence à partir en béchamel. On lui propose un autre monde mais au prix de l'erreur-système ; on zoomerait sur ses yeux, on verrait les sabliers bloqués.

---

1. « Meeting de RP : comment gagner face à Macron ? Avec Anasse Kazib, Frédéric Lordon, Adrien Cornet... », 2 février 2023, <<https://www.youtube.com/watch?v=9TCV0JvTWm8>>. NdÉ : Le meeting n'est malheureusement pas disponible ailleurs. Il aurait pu par exemple être mis en toute simplicité en téléchargement, en 480p ou juste au format audio à défaut d'une retranscription, ou mis sur une instance PeerTube, mais le parti « révolutionnaire » d'orientation trotskyste préfère de fait vous orienter vers le Big Brother capitaliste Google et y offrir jusqu'au 1080p pour pouvoir polluer un maximum ! Les idées d'un côté, de l'autre les pratiques... »

2. « S3 : Retraites : qui "bordélise" le pays ? », C ce soir (France 5 télévision), 31 janvier 2023.

3. NdÉ : Après une formation à la sociologie, Nicolas Framont va être formateur CSE (Comité Social Économique) et travailler pour LFI (La France Insoumise), mais aussi co-crée Frustration Magazine. En février 2023, a été publié son livre *Parasites* aux éditions Les Liens qui Libèrent. Comme le titre le laisse à supposer, il est plus porté vers la dénonciation que l'organisation et l'action concrètes pour changer les choses matériellement.

ultra-minoritaire, Macron s'est assis – pour la deuxième fois ! – sur les circonstances exceptionnelles de son élection. De ces circonstances avait émergé un contrat de légitimité particulier, implicite, mais parfaitement clair. Un contrat que lui-même avait reconnu en admettant qu'il l'« *obligeait* ». Comme d'habitude, l'« obligation » n'était qu'un mot en l'air, en attente d'être remplacé par un autre. Les faits n'en sont pas moins là : c'est Macron lui-même qui, à deux reprises, aura feint de croire que son mandat était complet et déchiré le contrat imposé par ses élections boiteuses. Pourquoi, dans ces conditions, nous tiendrions-nous à un contrat que l'autre partie a foulé aux pieds, et quel principe pourrait nous interdire de le dénoncer à notre tour ? Nous n'avons aucunement à attendre 2027. Il n'est en rien contraire à la légitimité de revendiquer que Macron accompagne dès maintenant son projet de réforme aux poubelles de l'histoire.

Mais plus profondément encore, il se joue autre chose dans ces moments merveilleux qui font l'abomination de la bourgeoisie et de sa presse, quelque chose de plus essentiel, qui est de l'ordre de la redécouverte de la liberté. Dans le *Contrat social*, Rousseau, il y a deux siècles et demi, a déjà tout vu, tout compris : « *Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort. Il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde* »<sup>32</sup>. Nous en avons soupé de notre propre bêtise, nous en avons soupé d'être « rien » et d'être « esclaves ». Cette fois-ci nous allons faire un autre usage de la liberté<sup>33</sup>.

---

32. Jean-Jacques Rousseau (1712-1778), *Du contrat social ou Principes du droit politique* (1762), livre 3, chapitre 15 « Des députés ou représentants ». Via le Web, vous pouvez retrouver cet ouvrage sur [fr.wikisource.org](http://fr.wikisource.org).

33. NdÉ : Mais faute d'avoir construit une contre-société, ça risque fort d'être éphémère. À ce propos, on invite à lire : Comités Syndicalistes Révolutionnaires, *La grève générale*, tome 1, *Stratégie de la grève générale*, collection stratégie syndicale, 2015, notamment pour « Construire l'hégémonie prolétarienne », « Conseils ouvriers, comités d'usine et syndicalisme confédéré » puis « La Russie bolchévique » ; CNT IS 31, *Le syndicalisme d'action directe*, partie 5, *Autonomie ouvrière et indépendance syndicale*, 2014 (prévision) ; Comités Syndicalistes Révolutionnaires, *Unions ouvrières et syndicalisme révolutionnaire allemands (1918-1923)* suivi de *Le mouvement des conseils en Allemagne* puis de *Les formes contemporaines du spontanéisme*, collection histoire du syndicalisme, 2011.

de la presse bourgeoise, par excellence machine d'abrutissement et d'annulation de toute politique réelle. Preuve en a encore été donnée avec les scrutins de 2022, dont il n'aura échappé à personne qu'ils ont méthodiquement effacé les questions les plus urgentes du moment, celles de l'effondrement des services publics, de la catastrophe climatique<sup>30</sup>... et des retraites — dont le ressurgissement aujourd'hui a tout d'une némésis (et d'une accusation). La campagne n'a été qu'un gigantesque faux-semblant, un flot continu d'inanité médiatique commentant le vide, ne parlant jamais du plein, ou n'en parlant qu'en des termes si superficiels et bêtes qu'il ne pouvait rien en sortir que de superficiel et bête. La dernière fois qu'une campagne a donné lieu à de la politique *réelle*, c'était la campagne référendaire du TCF en 2005. Là, la politique était partout. Dans une présidence telle ou une législative, elle n'est nulle part.

Logiquement, la politique déniée ici est vouée tôt ou tard à resurgir là, mais, tout aussi logiquement, dans des formes qui ne seront pas les mêmes « là » qu'« ici ». Comment, lorsqu'elle se réveille, la politique réelle ne se déverserait-elle pas ailleurs que là où elle est barée ? C'est-à-dire dans la rue, devenue, par défaut<sup>31</sup>, le lieu réel de la politique réelle. Nous y sommes. À plus forte raison en un moment où le passif des gouvernants séparés est devenu astronomique, et qu'il va bien falloir l'apurer *d'une manière ou d'une autre*.

Et puisque nous voilà rendus en ce point où les comptes sont à régler, il n'est pas jusqu'à l'idée de renvoyer Macron au Touquet qui ne puisse entrer dans le périmètre de la légitimité en cours de redéfinition — au grand scandale du parti des « institutions ». C'est qu'en faisant outrageusement la politique de sa clientèle fortunée

30. NDF : Si vous voulez lire Frédéric Lordon à ce sujet, il a écrit, sur son blogue du Monde diplomatique, des articles dédiés à cette thématique : « Appels sans suite : le climat », 12 octobre 2018 ; « Détruire le capitalisme avant qu'il ne nous détruise (à propos de Lubrizol) », 7 octobre 2019 ; « Pleurnicher le Vivant », 29 septembre 2021 ; « Maintenant il va falloir le dire », 30 novembre 2021 ; « There is no alternative », 7 juillet 2022. Nous les avons tous prochainement.

31. NDF : Par défaut de quoi ? Par défaut d'autonomie, qu'il s'agirait de construire, ce que l'on peut faire à travers l'organisation syndicale. Lire Comités Syndicalistes Révolutionnaires, *L'indépendance syndicale, base de l'autonomie ouvrière*, collection stratégie syndicale, 2011, et <<https://www.syndicaliste.com/strategie-des-csr>>.

## L'isoloir sinon rien

Il n'est pas un lieu de l'éditocratie où cette pensée ne soit vèrifiée d'évangile : le vote à l'isoloir comme horizon indépassable de la tendument moyen de la participation, est en fait l'instrument de la dépossession, et rien n'est plus important que de préserver le magistère des déposseurs — les éditorialistes notamment qui, se croyant gouvernants des opinions, s'identifient imaginairement aux gouvernants tout court. Et puis le vote, c'est la compétition électorale, la tambouille partidarre, les sondages, les alliances, les trahisons, les combinaisons, « les égos », les coulisses pour « informer », les sources et les confidences, le paradis du journalisme dinatoire — le vide et l'insignifiance. Il y a peu de médias où le « service politique », lieu supposé de l'élite locale, généralement vivier à futurs éditorialistes, ne soit un concentrat hors pair d'indigence intellectuelle.

Logiquement, depuis l'éditocratie, Macron est *pleinement* légitime *puisqu'il a été élu* (peu importe comment). Il a donc titre à faire *tout ce qu'il veut* — et notamment à masquer les retraites — pourvu que ce soit *dans les formes*. Mais ici les

Lire aussi Serge Halimi, « Un homme contre un peuple », *Le Monde diplomatique*, février 2023.

formes lui donnent à peu près toute latitude. Tout ce qui s'y oppose sera par des voies autres que procédurales tombera de fait dans le barbarisme politique.

Fétiche de la procédure. Il n'y a qu'une source de légitimité : la procédure électorale. Framont tente de réexpliquer l'idée de fragilité du mandat. Laure Adler : « *Mais c'est un vote quand même !* ». Karim Rissouli : « *Il est arrivé en tête au premier tour !* ». Ruffin<sup>5</sup>,

4. NDF : Frédéric Lordon a déjà écrit plus longuement à ce sujet sur son blogue chez Le Monde diplomatique (<https://blog.mondediplo.net/La-pompe-a-phynance>) : « De la prise d'otages », 3 mai 2017 ; « Amme » : [...] l'anti-politique de l'isoloir », « Fraude électorale », 19 avril 2022 (enlevons tout malentendu : « Qu'on s'entende : il ne s'agit pas de dire qu'il y a eu fraude dans l'élection. Il s'agit de dire que l'élection est une fraude. »).

5. NDF : François Ruffin est journaliste et politicien. En 1999, il fonde le

même tentative sur France Inter<sup>6</sup>, Salamé<sup>7</sup>, mêmes mots exactement, harmonie des esprits, cette fois cependant à la limite de l’aboïement : « *Qui est arrivé en tête au premier tour ? Qui est arrivé en tête ? C’est Jean-Luc Mélenchon, qui est arrivé en tête ?* ». Sondages contre à 75 %, manifestations à millions : aucune importance. Rien ne compte que le suffrage, et seul le suffrage fait titre.

## Dire « légitimité » — et ne pas savoir ce qu’on dit

En politique, le formalisme juridique est l’asile de la bêtise. S’obstiner à penser la légitimité par la seule dévolution procédurale (du suffrage), c’est la certitude de ne rien comprendre à tout ce qui fait la politique en son sens le plus haut : les surgissements<sup>8</sup>. Les faces ahuries devant les « gilets jaunes »<sup>9</sup> sont encore vives dans les mémoires, et c’est toujours un exercice réjouissant que d’imaginer Apolline de Malherbes ou Nathalie Saint-Criq commentant un direct depuis la

---

journal Fakir. Celui-ci existe encore et il continue d’y participer. En 2013, via les éditions du journal, est publié le livre *Vive la banqueroute ! Comment la France a réglé ses dettes, de Philippe le Bel au général de Gaulle* (à propos du quel on peut lire William Blanc, « Fakir : le retour du roman national de gauche ? », [www.leshistoriensdegarde.fr](http://www.leshistoriensdegarde.fr), 2 septembre 2013), avec à la fin un entretien avec Frédéric Lordon. Ils ont été très proches, mais ça ne semble plus le cas, ce qui peut s’expliquer au moins en partie par la politique de Lordon d’éviter d’être trop en contact avec les politicien-ne-s, d’autant plus que le Ruffin envisage maintenant d’éventuellement un jour se présenter à la présidentielle.

6. <https://nitter.fdn.fr/franceinter/status/1617794430408196096> (Twitter mais là proxifié, 24 janvier 2023)

7. NdÉ : Léa Salamé est une animatrice audiovisuelle. Comme la très vaste majorité de ses collègues (pas les petites mains, mais ceux ayant le crachoir), elle est de droite. Pour en savoir plus sur sa manière d’être dans le cadre de son métier, on renvoie à <<https://www.acrimed.org/Lea-Salame>>.

8. NdÉ : Marque nette et distincte que Frédéric Lordon est un spontanéiste.

9. NdÉ : Sur son blogue hébergé par Le Monde diplomatique (<https://blog.mondediplo.net/La-pompe-a-phynance>), Frédéric Lordon a publié une série d’articles sur le mouvement des gilets jaunes : « Fin de monde ? », 5 décembre 2018 ; « Les forcenés », 8 janvier 2019 ; « Il est allé trop loin, il doit partir », 28 janvier 2019 ; « Le complotiste de l’Élysée », 2 février 2019 ; « Réquisitions », 13 mai 2019.

se jette de toutes ses forces dans le conflit. Nous savons d’avance ce qu’elle dira — elle est d’une stéréotypie navrante –, nous y sommes tout à fait prêts, et cette fois-ci c’est nous qui n’en tiendrons aucun compte.

Comme en 1995, comme en 2005 avec le traité constitutionnel européen (TCE), comme en 2016 avec la loi Travail, comme depuis 2018 avec la suite continue des agressions Macron, comme dans toutes les grandes occasions où son pouvoir est contesté, la bourgeoisie resserre les rangs autour de sa presse. C’est qu’il ne faut pas laisser croître l’idée que de la légitimité et du pouvoir informel pourraient exister hors des institutions et de leurs procédures puisque les institutions et les procédures lui garantissent le pouvoir formel.

Comme l’histoire l’a abondamment montré, la bourgeoisie est prête à maintenir l’exclusivité du procéduralisme légal jusqu’au bout du bout pourvu que ses intérêts s’y retrouvent<sup>29</sup>. Hitler est élu « démocratiquement » et Pétain reçoit les pleins pouvoirs « dans les formes ». Étant légal, tout ce qui s’en est suivi ne devait-il pas être considéré comme légitime ? Voilà où conduit immanquablement le fanatisme de l’ordre légal livré à lui-même sans aucun principe régulateur externe. En 1940, De Gaulle est un hooligan, un Black Bloc à képi — un terroriste.

## Un autre usage de la liberté

Il n’est pas besoin d’en arriver à ces cas maximaux pour voir de quoi il y va vraiment dans le suffrage, plus encore dans les conditions de son organisation bourgeoise, c’est-à-dire sous la conduite

---

29. NdÉ : La clause n’est pas anecdotique. À ce propos, on recommande Frédéric Lordon, *Chili 73*, [blog.mondediplo.net](http://blog.mondediplo.net), 10 septembre 2020, reproduit dans son livre *Figures du communisme*, éditions La Fabrique, 2021.

Lire aussi Nicolas Da Silva, « Novembre-décembre 1995, qu’en reste-t-il ? – Quand les ordonnances [Alain] Juppé démantelaient la Sécurité sociale », *Le Monde diplomatique*, février 2023.

Il ne faut pas s'y tromper : du moment où cette ligne sera perçue comme telle, du moment où l'affrontement commencera *vraiment*, avec les moyens que l'affrontement requerra, toute la presse bourgeoise se déchâmera à nouveau. Pour l'heure, elle tolère à peu près que nous marchions à 2 millions dans les rues, pourvu que ce soit bien gentiment et qu'il n'en soit tenu aucun compte. Mais voilà ce qu'elle ne tolérera pas : une déduction logique — celle qui conduit à la conclusion qu'il n'y a pas d'autre voie pour faire plier le forcené que de sortir du cadre et de *mettre à mal l'économie*.

Il n'est pas de lutte sociale qui ne soit une lutte contre la bourgeoisie<sup>28</sup>, et, à peu de choses près, la presse n'est pas autre chose que l'organe, pour partie inconscient, de la bourgeoisie. Par conséquent une lutte sociale prend nécessairement le caractère secondaire d'une lutte contre la presse bourgeoise. Dès qu'une lutte de cette sorte prend le moindre inconvient pour la bourgeoisie, la presse bourgeoise

« loin du front ». Sans définition venant de Lordon ou institution qui aurait la force d'en dresser une qui serait reconnue, cette phrase peut habilement servir de justification à la non-grève à ceux qui hésiteraient : ce qu'elles feraient ne seraient pas bien utiles, à contrario d'autres. Mais admettons, il y a alors plus embêtant : illes « *pourraient* reverser aux caisses » le salaire conservé en ne faisant pas grève. C'est très joli, mais le feront-elles ? La réponse est connue d'avance : très très peu. Donc, en plus de contribuer à peine aux caisses de grève et anti-répression, qui doivent être alimentées d'une manière régulière par des cotisations syndicales, illes ne contribueront pas à des blocages actifs et à des piquets d'incertation à la grève et à l'action, tout en laissant matériellement les autres se faire réprimer (par les employeurs et la police). Une brillante proposition !

28. NDF : Le communisme authentique (donc pas le stalinisme), est-il intrinsèquement incompatible avec l'hétéro-patriarcat ? avec le racisme ? avec l'espectisme ? Il est malheureusement à craindre que vaincre la bourgeoisie ne mène à la fin que de sa domination. Ça pourra faciliter d'autres luttes sociales, mais ça ne va probablement pas saper intégralement ce qu'elles combattent. Cependant, puisque le capitalisme s'appuie pour partie sur l'hétéro-patriarcat, le racisme, l'espectisme, etc., lutter contre ces discriminations implique de lutter contre le capitalisme, mais malheureusement probablement que pour partie. Toutefois, ce n'est là qu'un bout de phrase, on lui a sauté dessus, mais faire un procès à partir de ça serait injuste, à fortiori de par le fait que Frédéric Lordon s'est exprimé la-dessus d'une manière bien plus réfléchie : « Anticapitalisme et antiracisme, (éléments pour un bloc contre-hégémonique », dans *Figures du communisme*, éditions La Fabrique, 2021.

L'éditorialiste du *Monde* et Thomas Legend également auraient renâclé à tant de *desordre* et d'*irrégularité* : après tout, le Roi n'était-il pas entièrement légitime ? Sa procédure de dévolution à lui n'était certes pas le suffrage mais le lignage, ça n'en est pas moins une procédure, en tout cas une règle. Et s'il diffère en *à peu près* tout du droit constitutionnel, le droit divin est bien un droit de son genre — une forme, non un pur arbitraire.

« En à peu près tout », donc, tout de même : avec un élément commun. Un élément quasiment commun, celui, précisément, qui fait dire dans les deux cas « légitimité » — sans savoir ce qu'on dit. Derrière les auras, suggèrent les sciences so-

ciales, on trouve toujours la même chose : les croyances. La nature sociale de la légitimité est d'être de l'ordre de la croyance. Les ont-tions de la légitimité ne sont pas autre chose que celles de la croyance. La mise en forme dans une procédure légale n'y change rien : c'est la procédure elle-même, son pouvoir de dévolution, qui devient l'objet « intermédiaire » de la croyance<sup>10</sup>. L'« élu », au double sens du terme, n'est tel que soutenu, en dernière analyse, par de la croyance : croyance en la validité de la forme qui a fait son élection.

On comprend qu'il soit de la plus haute importance de reproduire la croyance : tout l'ordre politique y est suspendu<sup>11</sup>. C'est dire la fragilité de l'édifice. Car toute croyance admet son point de ruine. Qui s'atteint toujours pour la même raison : parce que les bénéficiaires de la croyance ont *abusé*, parce qu'ils sont allés *trop loin*. En 1789, la croyance dont se soutenait la légitimité du droit divin s'effondre. Dans la crise organique du capitalisme contemporain, la croyance en la dévolution électorale de la légitimité est en cours d'effondrement.

10. NDF : Frédéric Lordon, *La société des affects – Pour un structuralisme des passions* (éditions Seuil, 2013 ; éditions Points, 2015) : partie 3 « institutions », chapitre 5 « La légitimité n'existe pas ». On peut aussi retrouver ce texte sous une forme semblable dans Cahiers d'économie politique, n° 53, 2007.  
11. NDF : Frédéric Lordon, *La condition anarchique — Affects et institutions de la valeur* : éditions Seuil 2018 ; éditions Points, 2020.

Comme la pensée de ceux qui ne connaissent aucun autre principe politique. Alors on les voit hagards et stupéfiés, l'esprit qui patine, sans plus la moindre prise sur les événements en cours. Dans une révolution, les dominants finissent hébétés d'avoir été renversés, mais *surtout sans avoir rien compris*. J'ai juste suggéré qu'ils mangent de la brioche, qu'est-ce qui leur a pris ? Je leur ai proposé des exosquelettes<sup>12</sup> ou bien de traverser la rue<sup>13</sup>, quelle mouche les a piqués ?

Ce pourrait être une définition plus générale de la crise organique : quand le cadre formel des règles et des procédures ne suffit plus à contenir ce qu'il avait à réguler. Tautologiquement, *ça déborde*. De là l'inanité des rappels au cadre — « *Mais c'est un vote quand même !* », « *Qui est arrivé en tête au premier tour ? Qui ?* ». Précisément parce que le cadre — la croyance en la validité du cadre — est en train de partir en sucette.

## La faillite des institutions

Il n'y a en réalité aucun mystère : la croyance en les institutions s'effondre parce que les institutions ont fait faillite — et qu'il n'est simplement plus possible d'y croire. Promesse formelle de médiation entre les gouvernants et les gouvernés, il y a belle lurette qu'elles ne médiatisent plus rien, font même le contraire de ce qu'elles étaient supposées faire : elles bétonnent la séparation. Voilà d'ailleurs où en sont, inconscients et aveugles à tout, les fanatiques du pouvoir légal-seul-légitime, éditorialistes embarqués compris : à scruter les marchandages avec Les Républicains<sup>14</sup> pour pouvoir célébrer comme

---

12. NdÉ : Claire Conruyt, « « Les déménageurs sont équipés d'exosquelettes » : l'étonnant argument du patron des sénateurs macronistes [François Patriat] sur la pénibilité du travail », journal Le Figaro ([www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr)), 12 décembre 2022.

13. NdÉ : Simon Auffret, « « Je traverse la rue, je vous en trouve » : en une petite phrase, Macron expose sa vision du travail », journal Le Monde ([www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)), 17 septembre 2018.

14. NdÉ : « Les Républicains » (LR) est un parti de droite qui s'assume comme tel. Il a changé de nom : avant c'était l'UMP (« Union pour un Mouvement Populaire »), et encore avant RPR (« Rassemblement Pour la République »). Avant 2017, où Macron a rafflé la mise (à ce propos, lire Frédéric Lordon, « Le centrisme, erreur anthropologique et [François] Bayrou, vote révolutionnaire », Mou-

## Tirer la prise

Il n'est aucune objection rationnelle qui viendra à bout de ceci que, le débat démoli, il s'ensuit qu'il ne peut plus survenir quoi que ce soit en politique qu'en passant par le hors-débat. C'est ce que les « gilets jaunes » avaient *parfaitement* compris. Si admirable ait il été, l'une des faiblesses leur mouvement tenait cependant à son éloignement de la production et du salariat. Tel n'est pas le cas dans la situation présente, qui offre une occasion sans pareille de se souvenir que le pouvoir logistique, le pouvoir sur les flux vitaux du capitalisme, l'énergie, les transports, les docks, est *dans la main des travailleurs*. Pour qui le détient *concrètement*, le pouvoir logistique est aussi un pouvoir d'embolie : pouvoir de tout mettre à *l'arrêt*.

Que l'économie soit à genoux d'être embolisée, d'une certaine manière le forcené s'en fout. Un qui ne s'en fout pas, c'est le capital. En temps ordinaire, le capital laisse faire son fondé de pouvoir qui se prend pour le pouvoir mais, quand ça devient nécessaire, sait lui rappeler le sens des hiérarchies, entre le pouvoir qui fonde et le pouvoir qui est fondé. En 2019, pendant les « gilets jaunes », ce sont les patrons, terrorisés, qui appellent l'Élysée pour qu'on lâche du lest et *que ça s'arrête*. Il n'en ira pas différemment cette fois-ci au moment où le capital exigera qu'on cesse de sacrifier son roulement au point d'honneur du forcené. S'il s'agit de le débrancher, voilà donc tout le sel de la situation présente, qui ajouterait à l'agrément général : on peut faire tirer la prise par un « autre », et pas n'importe lequel : par le Medef<sup>26</sup>.

Pour qu'on en arrive là, il faudra que le coût du blocage lui ait été rendu intolérable, ce qui suppose : 1) la grève reconductible, et même la GDI, la grève à durée indéterminée ; 2) concentrée et simultanée dans tous les secteurs névralgiques. Donc 3) des caisses de grève surarmées auxquelles contribueraient tous ceux qui, un peu plus loin du front, n'ont pas besoin d'abandonner du salaire à l'employeur en « grévant » pour rien, mais pourraient reverser aux caisses l'équivalent de leurs journées « auto-grévées »<sup>27</sup>.

---

26. NdÉ : Le Medef est le principal syndicat patronal en France.

27. NdÉ : Il resterait à déterminer qui sont les gens qui seraient suffisamment

## Un forcené est retranché

Par un argument *à fortiori*, on comprend que le hors-débat, à quoi se résolvait nécessairement tous ceux qui ont fait depuis si longtemps l'expérience de la destruction du débat, on comprend que ce hors-débat inspire à l'éditocratie de tels mouvements d'horreur. Quelle autre possibilité reste-t-il pourtant quand, trônant sur les ruines du langage, le forcené est au surplus retranché dans les institutions de la 5<sup>e</sup>, depuis lesquelles il peut faire ce qu'il veut. Comment imaginer que des manifestations République-Nation<sup>24</sup> pourraient lui tirer le moindre battement de cil ? Serions-nous 5 millions dans les rues, il continuerait droit devant lui, le regard halluciné.

À la jointure du débat et du hors-débat, la manifestation pour-tant est un signe. Mais son efficacité ne peut être que symbolique. C'est dire qu'elle suppose « en face » un dirigeant qui possède encore quelque moralité commune avec les dirigés — et soit capable de recevoir le signe. Par exemple, dans les années 1970, les salariés japonais faisaient grève en continuant de travailler, mais avec un brassard signalant leur état de gréviste. Les brassards faisaient de l'effet parce que le patron en reconnaissait le signe, et ouvrait immédiatement les négociations dès qu'il les voyait apparaître. Imaginons la scène « à la française » : « Je vous ai entendu, je suis à l'écoute, continuez bien de travailler — bande de cons ». Dans le macromisme, c'est-à-dire à l'étage supérieur de cette porcherie morale<sup>25</sup> qu'est devenu le capitalisme finissant, la manifestation (pacifique) est devenue littéralement insignifiante — et il n'est plus à la portée d'aucun nombre de manifestants de la tirer de ce néant.

Il n'y a qu'une conclusion à en tirer : puisque, jusqu'au signe « manifestation », le langage a été annulé, et avec lui la force du dialogue, il n'y a plus que la force matérielle à faire connaître au forcené pour lui faire lâcher prise. Au reste, les professionnels de ces situations le savent bien : un forcené, ça se déloge. Au minimum ça se débranche.

24. NdB : Ce sont 2 lieux à Paris.  
25. NdB : Frédéric Lordon, « Leur société et la nôtre — La firme des animaux », 1<sup>er</sup> avril 2022, <<https://blog.mondediplo.net/leur-societe-et-la-notre>>.

une conclusion « incontestablement démocratique » que le 49.3<sup>15</sup> aura été évité... Le niveau de « la démocratie » n'en finit plus de s'effondrer.

En haut, plus rien ne parvient, et symétriquement plus rien n'écoute, plus rien n'entend, surtout plus rien ne répond — autre-ment qu'à la manière de ce que les Anglais appellent déliticusement *paying lip service* : s'acquiescer du devoir de dire quelque chose en faisant juste le mouvement avec les lèvres — et en ne disant rien. Enfin rien de consistant, sinon un mélange de dénégations et d'anti-phrases : « La réforme est juste », « Nous sommes à l'écoute », « Nous entendons les inquiétudes », « Nous sommes attentifs à l'emploi des seniors ».

La pathologie politique de la séparation prend un tour critique dans la 5<sup>e</sup> République quand des institutions, au naturel déréglées, tombent aux mains d'un individu spécialement déréglé. Toutes les tendances du régime, pourtant observables dès sa naissance, s'y trouvent portées à un point d'aggravation inouï — le point d'abus qui prépare les ruines.

## Destruction du langage, destruction du débat

C'est que l'individu en question a passé le cap du *lip service* ordinaire, et fait entrer la parole politique dans un registre absolument inédit. Par exemple, il a d'abord dit : « *Est-ce qu'il faut faire reculer l'âge légal qui est aujourd'hui à 62 ans ? Je ne crois pas. Tant qu'on*

vements, 28 mars 2007), il se partageait l'arène politique avec le PS (« Parti [anti-Socialiste] ») qui était l'alternative dite de « de gauche ». Son dernier moment de gloire était le quinquennat présidentielle (2007-2012) de Nicolas Sarkozy. 15. NdB : Constitution française du 4 octobre 1958 (5<sup>e</sup> république), article 49 alinéa 3, modifié par la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 : « Le Premier ministre peut, après délibération du Conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un projet de loi de finances ou de financement de la Sécurité sociale. Dans ce cas, ce projet est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Le Premier ministre peut, en outre, recourir à cette procédure pour un autre projet ou une proposition de loi par session. » En bref, ça permet de passer en force.

*n'a pas réglé le problème du chômage dans notre pays, franchement ça serait hypocrite »*<sup>16</sup>. Puis il a dit : « *La réforme des retraites est indispensable, elle est vitale* ». Il a d'abord dit : « *Nombre de nos compatriotes ont voté pour moi, non pour soutenir les idées que je porte mais pour faire barrage à l'extrême-droite. J'ai conscience que ce vote m'oblige à l'avenir* »<sup>17</sup>. Puis il a dit : « *On ne peut pas faire comme s'il n'y avait pas eu d'élections il y a quelques mois. C'est une réforme qui a été démocratiquement validée* »<sup>18</sup>.

C'est sans rapport direct avec les retraites mais utile à cerner ce dont il s'agit : faisant sans cesse écrire par des journalistes de service sa détermination à « *contrer le Rassemblement National* » (RN) et sa candidate<sup>19</sup>, il organise un séminaire gouvernemental<sup>20</sup> qu'il conclut en ces termes : « *C'est moi qui l'ai affrontée deux fois. En 2027, je ne serai pas candidat, je ne serai donc pas comptable de ce qui arrivera* ». On n'est donc pas plus étonné de l'entendre dire : « *C'est ma marque de fabrique, j'ai toujours dit la vérité aux gens* »<sup>21</sup>. Dans quel monde entièrement psychique, séparé de toute réalité, cet homme vit-il ? Comment peut-on continuer à envisager ce qui sort de sa bouche autrement que comme de purs et simples phénomènes sonores ?

Il est assez évident qu'on n'a plus affaire au mensonge politique ordinaire, le mensonge pittoresque et bonasse à la Pasqua<sup>22</sup> pour

16. « Quand Emmanuel Macron trouvait « hypocrite », en 2019, de décaler l'âge légal de la retraite », Ouest-France, 11 janvier 2023, <[https://invidious.fdn.fr/watch?v=M6HAWrhY\\_qw](https://invidious.fdn.fr/watch?v=M6HAWrhY_qw)> (Google YouTube proxifié).

17. <https://twitter.com/Brevesdepresse/status/1616703374954463233> (21 janvier 2023, mais les propos rapportés datent de 9 mois avant)

18. <https://nitter.fdn.fr/realmarcel1/status/1616153988419682334> (Twitter proxifié, 19 janvier 2023)

19. NdÉ : Il est là question de Marine Le Pen.

20. Claire Gatinois et Ivonne Trippenbach, « Emmanuel Macron cherche à renouer son lien avec les Français pour contrer le Rassemblement national », Le Monde, 7 janvier 2023.

21. <https://twitter.com/caissesdegreve/status/1616388387384004608> (20 janvier 2023, mais les propos seraient du 12 avril 2022)

22. NdÉ : Charles Pasqua (1927-2015) était un politicien de droite, qui a entre autres été ministre de l'Intérieur de 1986 à 1988 et de 1993 à 1995. Il est connu pour sa violence. D'ailleurs, c'est lui qui est ministre de l'Intérieur durant les manifestations étudiantes contre la loi Devaquet, avec Malik Oussekiné tué le 5-6

qui les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent, ou pétant de santé à la Chirac<sup>23</sup> déclarant sitôt élu en 1995 « *Vous allez être étonnés de ce que je vais mentir* ». Le menteur sait parfaitement qu'il ment. Macron, lui, est possédé par ses vérités du moment. Nous avons affaire à un individu pour qui les mots n'ont aucune signification stable ni aucune valeur, sinon une valeur de plaisir quand il les fait sortir de sa bouche. Nous avons affaire à un individu qui a détruit le sens des mots, donc la condition de possibilité de toute discussion. S'il est vrai que la politique « démocratique » c'est d'abord de la parole ou, comme on dit, « du débat », que reste-t-il du « débat », et en définitive que reste-t-il de cette politique, quand la parole a été à ce point éviscérée ?

Ce que le psychisme de Macron comprend du mot « débat » est devenu évident à l'occasion des « gilets jaunes » avec, précisément, le « Grand débat », instantanément transformé en Gros monologue. Ou bien avec la Convention citoyenne pour le climat, assurée (avant) que toutes ses propositions seraient inconditionnellement retenues, invitée (après) à aller se faire cuire le fondement.

On mesure combien l'éditocratie est le dernier bastion de la croyance au « débat démocratique », dont elle voit pourtant la condition essentielle méthodiquement détruite sous ses yeux, mais sans en tirer la moindre leçon. Il est vrai que dans son cas, le « débat démocratique » n'a réellement de valeur que s'il parvient toujours aux mêmes conclusions. Il lui suffit donc que les conclusions soient maintenues pour que le débat soit réputé avoir eu lieu.

décembre 1986, ce qui conduira notamment à la dissolution de la voltige.

23. NdÉ : Jacques Chirac (1932-2019) était un politicien français de droite. De 1974 à 1976, il a été premier ministre. Il l'est de nouveau de 1986 à 1988. Il finit par atteindre le sommet étatique : il est président de la république bourgeoise de France de 1995 à 2007 (avec, en 2002, le passage du septennat au quinquennat, suite au référendum constitutionnel du 24 septembre 2000).

Lire aussi « Réforme des retraites : et c'est reparti ! » (sélection d'archives), Le Monde diplomatique, 12 janvier 2023, <<https://www.monde-diplomatique.fr/dossier/retraites-2023>>.